

Bulletin
FLASH
Revenu disponible
Édition 2015

Le revenu disponible est un agrégat du secteur des ménages du Système des comptes macroéconomiques qui permet de mieux saisir la situation économique et le niveau de richesse d'un territoire. Cet agrégat a fait l'objet, récemment, de modifications conceptuelles et méthodologiques, dont les principaux changements sont énoncés à la page 2 de la présente publication. En raison de ces changements et pour assurer la comparabilité des données dans le temps, les estimations sur le revenu disponible ont été révisées rétroactivement.

Le revenu disponible représente le montant qui reste à la disposition des ménages pour la consommation finale de biens et de services ainsi que pour l'épargne. Il correspond à la somme de tous les revenus reçus par les résidents d'un territoire donné, moins les transferts courants versés par ceux-ci à certains secteurs institutionnels, dont les administrations publiques (impôts, cotisations aux régimes d'assurance sociale, etc.) et les sociétés financières (cotisations à un régime de retraite à prestations déterminées). Quant au revenu disponible par habitant, il est le rapport entre le revenu disponible et la population totale d'un territoire donné. Pour connaître les définitions des différentes composantes du revenu disponible, veuillez consulter le glossaire du *Système des comptes macroéconomiques canadiens*.

Veuillez noter que les données complètes sur le revenu disponible à l'échelle du Québec, des régions administratives, des municipalités régionales de comté (MRC) et des régions métropolitaines de recensement (RMR) sont disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec.

Ralentissement de la croissance du pouvoir d'achat des Québécois

Selon les données provisoires les plus récentes, le revenu disponible par habitant a progressé au Québec, en dollars courants, de 1,5 % en 2014. Dans le même temps, l'indice implicite de prix des dépenses de consommation finale des ménages a augmenté de 1,4 %. En conséquence, le pouvoir d'achat des Québécois, mesuré par le revenu réel disponible par habitant, s'est accru d'à peine 0,1 %, soit la plus faible croissance des neuf dernières années. Ce ralentissement s'explique essentiellement par la faible progression de la rémunération des salariés et des transferts gouvernementaux aux ménages, ainsi que par la hausse marquée des cotisations payées par les employés à un régime de retraite à prestations déterminées.

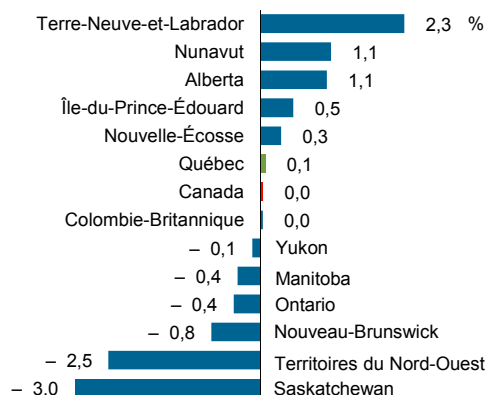
La situation n'est guère plus reluisante au Canada puisque la croissance du revenu disponible réel par habitant a été nulle en 2014. Il s'agit de la pire performance du Canada depuis la baisse de 0,7 % mesurée en 1996. Parmi les treize provinces et territoires que compte le Canada, six subissent une baisse du revenu disponible

réel. Le repli le plus important a été enregistré en Saskatchewan (– 3,0 %). En revanche, avec un bond de 2,3 %, Terre-Neuve-et-Labrador connaît la plus forte progression en 2014.

Avec un revenu disponible par habitant de 26 046 \$, le Québec se classe, pour une deuxième année de suite, au dernier rang des provinces et des territoires. Le meilleur rang du Québec au classement canadien fut une sixième position, place qu'il a occupée sans interruption de 1987 à 1998.

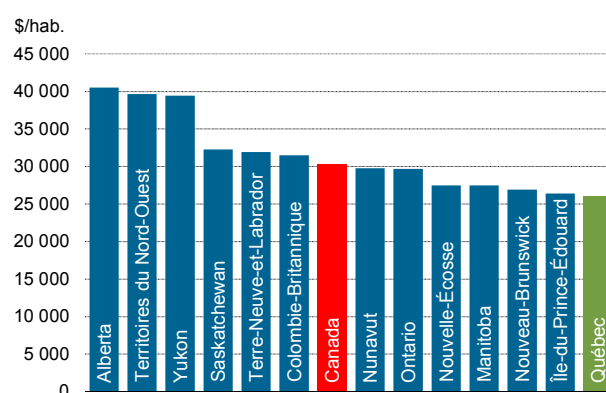
C'est l'Alberta qui affiche, en 2014, le revenu disponible par habitant le plus élevé au pays, celui-ci atteignant 40 495 \$. Il devance les Territoires du Nord-Ouest (39 654 \$) qui occupaient le premier rang en 2013. Outre ces deux dernières juridictions, quatre provinces et un territoire enregistrent un revenu disponible par habitant supérieur à la moyenne canadienne (30 270 \$), dont le Yukon (39 443 \$) et la Saskatchewan (32 249 \$).

Figure 1
Taux de croissance du revenu disponible par habitant, en termes réels, provinces, territoires et Canada, 2014/2013



Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux et territoriaux.

Figure 2
Revenu disponible par habitant, en dollars courants, provinces, territoires et Canada, 2014



Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux et territoriaux.

Explications sur l'écart de revenu entre le Québec et le reste du Canada

En 2014, la différence au chapitre du revenu disponible par habitant entre le Québec et le reste du Canada était de près de 5 500 \$ en faveur de ce dernier. D'ailleurs, l'écart de revenu tend à s'accroître au cours des dernières années. En 2004, le revenu disponible du Québec correspondait à 88,4 % de celui du reste du Canada, alors qu'en 2014, il ne représente que 82,6 %.

Le retard historique du Québec s'explique, en bonne partie, par la rémunération des salariés, principale composante du revenu disponible, qui a toujours été nettement plus faible que dans le reste du Canada. Cette situation peut être attribuable au fait que les Québécois, comparativement au reste des Canadiens, travaillent moins d'heures en moyenne et sont proportionnellement moins nombreux à travailler. Qui plus est, le salaire horaire des employés québécois continue de demeurer sous la moyenne canadienne.

Il importe de mentionner que sans l'intervention des différents paliers de gouvernement sous forme de transferts monétaires aux ménages (aide sociale, prestations d'assurance-emploi, rentes de retraite, crédits d'impôt remboursables, etc.), la différence de revenu entre le Québec et le reste du Canada serait encore plus grande. En 2014,

Tableau 1
Comparaison du revenu disponible et ses composantes par habitant, en dollars courants, Québec et reste du Canada, 2014

	Québec	Reste du Canada	Écart du Québec
	\$ / hab.		
Rémunération des salariés	24 790	29 013	-4 223
Revenu mixte net	3 513	5 078	-1 565
Revenu net de la propriété	3 234	3 645	-410
Égal :			
Revenu primaire	31 537	37 736	- 6 199
Plus :			
Transferts reçus	8 235	7 264	971
Des ISBLSM	107	130	- 23
Des sociétés financières	2 175	2 328	- 153
Des administrations publiques	5 890	4 743	1 147
Des non-résidents	63	63	0
Moins :			
Transferts payés	13 726	13 461	265
Aux ISBLSM	377	460	- 82
Aux sociétés financières	3 944	3 559	385
Aux administrations publiques	9 259	9 296	- 38
Aux non-résidents	146	146	0
Égal :			
Revenu disponible	26 046	31 539	- 5 493

Sources : Institut de la statistique du Québec.

Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux et territoriaux.

Modifications apportées à la méthode d'estimation du revenu disponible

En novembre 2015, des modifications conceptuelles ont été apportées au *Système canadien des comptes macroéconomiques*, dont sont issus plusieurs agrégats comme le revenu disponible et le PIB. Ces changements visent à mieux rendre compte des nouvelles normes internationales en matière de comptabilité macroéconomique.

Dans le but de se conformer aux nouvelles normes, plusieurs modifications ont été apportées à la méthode d'estimation du revenu disponible. Le principal changement s'articule autour du traitement des régimes de retraite à prestations déterminées. Les cotisations des employés à ces régimes de retraite sont maintenant déduites du revenu des ménages et sont considérées comme des « Transferts des ménages aux sociétés financières ». En contrepartie, les prestations versées par les régimes de retraite des employés aux retraités, qui auparavant n'étaient pas considérées dans le calcul du revenu disponible, sont désormais prises en compte et sont enregistrées sous la composante « Transferts des sociétés financières aux ménages ». À la suite de ces changements, les estimations du revenu disponible par habitant ont été révisées à la baisse dans toutes les provinces ainsi que dans l'ensemble des régions et des MRC, étant donné que les cotisations du secteur des ménages aux régimes de retraite ont été, en moyenne, plus importantes que leurs retraits au cours de la période visée par la révision.

L'ampleur de cette révision varie cependant d'un territoire à l'autre. La révision à la baisse du revenu disponible par habitant a été moins marquée dans les régions qui se caractérisent par une population relativement âgée comme la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, le Bas-Saint-Laurent et la Mauricie. Dans ces régions, où plus d'une personne sur cinq a 65 ans et plus, les prestations de retraite sont presque au même niveau que les cotisations aux régimes de retraite. En revanche, dans les régions plus jeunes, comme le Nord-du-Québec, le revenu disponible a été révisé fortement à la baisse, étant donné que globalement les cotisations aux caisses de retraite des employés sont nettement plus élevées que les prestations de retraites.

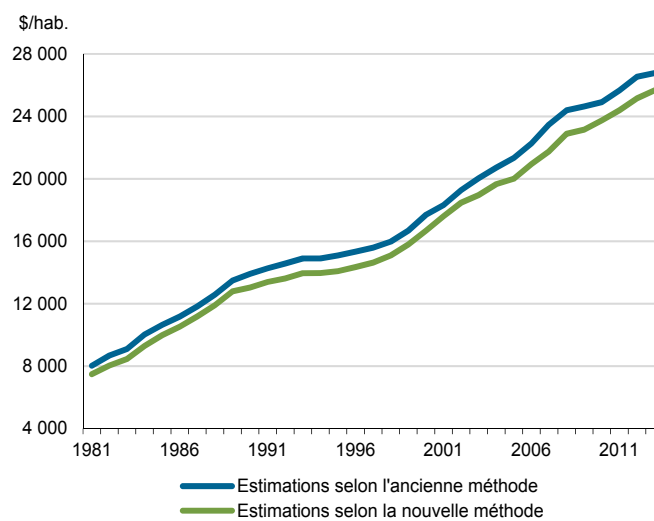
Un autre changement apporté à la méthode d'estimation du revenu disponible concerne le traitement des permis de conduire. Ils ne sont plus déduits du revenu des ménages comme auparavant. Les

permis de conduire sont désormais considérés comme une vente de services. Avant ce changement, ils étaient considérés comme un transfert courant des ménages aux administrations publiques.

Notons que les données sur le revenu disponible des régions administratives, des MRC et des RMR ont été révisées rétroactivement par l'Institut de la statistique du Québec jusqu'au début des séries chronologiques afin de tenir compte de la nouvelle méthode d'estimation. Quant aux estimations des provinces et des territoires canadiens, elles ont été révisées rétroactivement par Statistique Canada jusqu'en 1981.

Pour plus d'information sur la révision du *Système canadien des comptes macroéconomiques*, veuillez consulter la [publication de Statistique Canada](#) à ce sujet.

Figure 3
Revenu disponible par habitant selon l'ancienne et la nouvelle méthode d'estimation, ensemble du Québec, 1981-2013



Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada.

les Québécois ont reçu en moyenne 1 147 \$ de plus en transferts gouvernementaux que les autres Canadiens. En raison d'un taux de chômage plus élevé, les Québécois ont davantage recours aux prestations d'aide sociale. Qui plus est, le Québec reçoit, en moyenne, davantage en prestations de la Sécurité de la vieillesse que le reste du Canada, étant donné que sa population y est plus âgée. Les transferts gouvernementaux sont aussi plus élevés au Québec qu'au Canada en raison des différentes mesures d'aide financière destinées aux familles offertes par l'administration publique québécoise.

Les régions administratives : croissance plus importante à Montréal

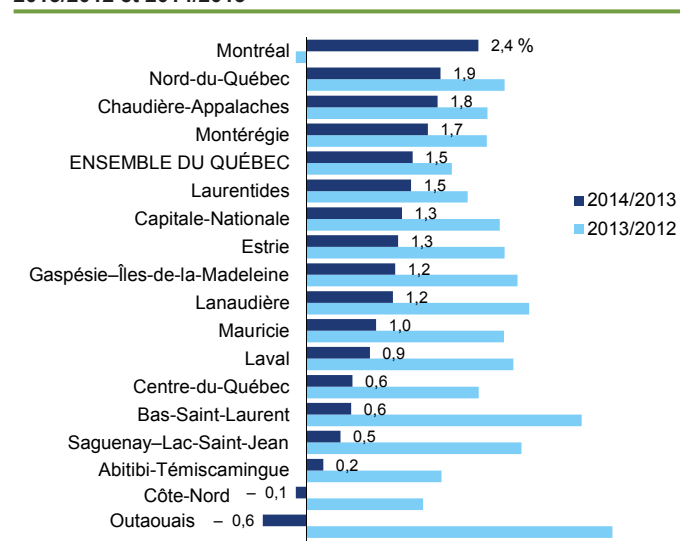
À l'échelle des régions administratives, le revenu disponible par habitant évolue en 2014 de manière contrastée. La plus forte augmentation, en dollars courants¹, a été enregistrée à Montréal. Après avoir subi une baisse en 2013, le revenu disponible par habitant de la région montréalaise connaît une progression de 2,4 % en 2014. Ce revirement de situation s'explique essentiellement par le redressement des revenus nets de la propriété et par l'accélération de la croissance de la rémunération des salariés.

Bien qu'elle ait ralenti, la croissance du revenu disponible demeure plus élevée qu'ailleurs dans les régions du Nord-du-Québec (+ 1,9 %), de Chaudière-Appalaches (+ 1,8 %) et de la Montérégie (+ 1,7 %). En effet, ces trois régions sont les seules, avec Montréal, à connaître en 2014 une hausse supérieure à celle observée au Québec (+ 1,5 %). Dans le cas de Chaudière-Appalaches et de la Montérégie, l'accroissement du revenu disponible en 2014 provient principalement de la rémunération des salariés ainsi que des revenus nets de propriété. Quant au Nord-du-Québec, la progression est attribuable, en bonne partie, à la hausse des transferts en provenance de l'administration publique provinciale et de la rémunération des salariés.

En revanche, deux régions administratives subissent une baisse du revenu disponible par habitant entre 2013 et 2014, à savoir la Côte-Nord et l'Outaouais. Dans cette dernière région, la baisse de 0,6 % enregistrée en 2014 fait contraste avec la hausse marquée de 4,3 % observée un an plus tôt. Ce repli est attribuable au fléchissement du revenu net de la propriété et de la rémunération des salariés. Quant à la Côte-Nord, le revenu disponible diminue de 0,1 % en 2014, sous

Figure 4

Taux de croissance du revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives et ensemble du Québec, 2013/2012 et 2014/2013



Sources : voir le tableau 6.

1. Étant donné qu'il n'existe pas d'indice implicite de prix à l'échelle infraprovinciale, il n'est pas possible de calculer un taux de croissance annuel du revenu disponible en termes réels par région administrative.

l'effet de la baisse de la rémunération des salariés ainsi que des revenus nets des entreprises individuelles. Il faut dire que les investissements miniers et la valeur des livraisons minérales sont en net recul dans cette région, minant ainsi la croissance des revenus de travail.

Forte d'une croissance soutenue au cours des dernières années, la Montérégie affiche, pour la première fois depuis 2011, le revenu disponible le plus élevé parmi les régions administratives, celui-ci s'établissant à 27 246 \$ en 2014. Vient immédiatement ensuite, avec un revenu disponible de 27 219 \$, la Capitale-Nationale. Le niveau de revenu élevé dans ces deux régions est attribuable à la forte activité sur le marché du travail et à une rémunération des salariés qui sont parmi les plus élevées du Québec.

En dépit d'une baisse enregistrée en 2014, la Côte-Nord continue de se classer dans le peloton de tête des régions administratives. Grâce à un revenu disponible de 26 917 \$ par habitant, cette région côtière se classe au troisième rang. Les salaires élevés versés dans le secteur minier et les services publics sont les principaux facteurs qui expliquent un tel niveau de revenu.

À l'autre bout du spectre, les régions du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et de la Mauricie continuent de se situer au bas de l'échelle, en raison d'un revenu disponible de 23 317 \$, de 23 324 \$ et de 23 555 \$ respectivement. Le faible niveau de revenu dans ces régions s'explique, en grande partie, par le fait que le taux d'emploi, la rémunération des salariés et les revenus de placement sont largement plus bas que dans le reste de la province.

Tableau 2

Revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives, 2014

Rang	Région	\$/hab.
1	Montérégie	27 246
2	Capitale-Nationale	27 219
3	Côte-Nord	26 917
4	Laurentides	26 809
5	Montréal	26 481
6	Abitibi-Témiscamingue	26 451
7	Laval	25 952
8	Lanaudière	25 420
9	Chaudière-Appalaches	25 218
10	Outaouais	25 202
11	Saguenay-Lac-Saint-Jean	24 483
12	Estrie	24 443
13	Nord-du-Québec	23 628
14	Centre-du-Québec	23 614
15	Mauricie	23 555
16	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	23 324
17	Bas-Saint-Laurent	23 317

Sources : voir tableau 6.

Le revenu progresse dans la plupart des MRC

Selon les données provisoires de 2014, le revenu disponible progresse dans la vaste majorité des MRC, bien qu'à des degrés divers. Sur les 104 MRC qui composent le Québec, 89 connaissent une hausse par rapport à 2013. Avec une augmentation de 5,7 %, la MRC de Beauce-Sartigan est celle qui connaît la croissance la plus prononcée en 2014. Cela constitue un net revirement par rapport à la baisse de 1,8 % enregistrée un an plus tôt. Le rebond du revenu disponible dans cette MRC de la région de Chaudière-Appalaches s'explique essentiellement par le redressement marqué du revenu net de la propriété et, dans une moindre mesure, par l'accroissement de la rémunération des salariés. Outre Beauce-Sartigan, 46 territoires supralocaux enregistrent un taux de croissance supérieur à celui observé au Québec. C'est le cas, entre autres, d'Eeyou Istchee (3,9 %) dans le Nord-du-Québec ainsi que des MRC de Memphrémagog (+ 3,5 %) et du Granit (3,2 %), situées en Estrie.

À l'opposé, 15 territoires supralocaux subissent une diminution du revenu disponible par habitant en 2014, dont Manicouagan (– 3,0 %), Gatineau (– 1,2 %), Minganie (– 1,0 %), Le Fjord-du-Saguenay (– 0,6 %) et Arthabaska (– 0,4 %).

Soulignons qu'en 2014, les MRC dont l'économie repose, en bonne partie, sur l'exploitation et la mise en valeur des ressources minérales connaissent, pour la plupart, une croissance faible ou nulle, voire négative. C'est le cas notamment de La Vallée-de-l'Or (+ 0,7 %), de Rouyn-Noranda (+ 0,1 %), de la Jamésie (0,0 %), et de Caniapiscau (– 0,1 %). Cette dernière MRC connaît d'ailleurs une troisième baisse annuelle consécutive, ce qui contraste avec les hausses importantes enregistrées au tournant des années 2010.

Malgré un léger recul, la MRC de Caniapiscau, située sur la Côte-Nord et dont la principale municipalité est Fermont, continue d'afficher le revenu disponible le plus élevé au Québec, celui-ci s'établissant à 34 725 \$ en 2014 \$. Elle est suivie, comme en 2013, par Les Pays-d'en-Haut (31 727 \$), L'Île-d'Orléans (31 465 \$), La Jacques-Cartier (31 349 \$) et La Vallée-du-Richelieu (30 670 \$). D'ailleurs, comme l'illustre la [carte 2](#), les MRC les plus prospères se concentrent essentiellement dans les régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de Gatineau ainsi que dans les régions administratives de la Côte-Nord et de l'Abitibi-Témiscamingue.

Tableau 3
Les quinze MRC affichant le revenu disponible par habitant le plus élevé en dollars courants, 2014

Rang	MRC	\$/hab.
1	Caniapiscau	34 725
2	Les Pays-d'en-Haut	31 727
3	L'Île-d'Orléans	31 465
4	La Jacques-Cartier	31 349
5	La Vallée-du-Richelieu	30 670
6	Memphrémagog	30 595
7	La Côte-de-Beaupré	29 808
8	Thérèse-De Blainville	29 508
9	Sept-Rivières	29 052
10	Les Collines-de-l'Outaouais	28 892
11	Marguerite-D'Youville	28 886
12	Jamésie	28 551
13	Vaudreuil-Soulanges	28 518
14	Longueuil	28 506
15	Brome-Missisquoi	28 369

Sources : voir le tableau 6.

En revanche, aucune MRC des régions du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de la Mauricie, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et du Centre-du-Québec ne présente un revenu disponible supérieur à la moyenne québécoise (26 046 \$). Les MRC qui affichent les niveaux de revenu les plus faibles en 2014 sont l'Administration régionale Kativik (19 208 \$), La Haute-Gaspésie (20 611 \$),

Transferts gouvernementaux

Les différents ordres de gouvernement ont versé en transferts courants plus de 48 milliards de dollars aux Québécois, en 2014. Par habitant, cela représente 5 890 \$. Les principaux transferts versés aux ménages sont les prestations de la Régie des rentes du Québec (RRQ) et du Régime de pensions du Canada (RPC) (1 509 \$/hab.) ainsi que celles de la Sécurité de vieillesse (1 428 \$/hab.), de l'assurance-emploi (430 \$/hab.), de l'aide sociale (351 \$/hab.), les prestations fiscales canadiennes pour enfants, incluant les allocations familiales (287/hab.) et les prestations du programme Soutien aux enfants (268 \$/hab.).

À l'échelle régionale, ce sont les résidents de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine qui reçoivent le plus en transferts des administrations publiques : ils ont reçu, en moyenne, plus de 8 800 \$ en prestations et crédits d'impôt remboursables. En raison d'un taux de chômage supérieur à celui observé au Québec, les habitants de cette région maritime ont davantage recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale. De plus, les prestations de

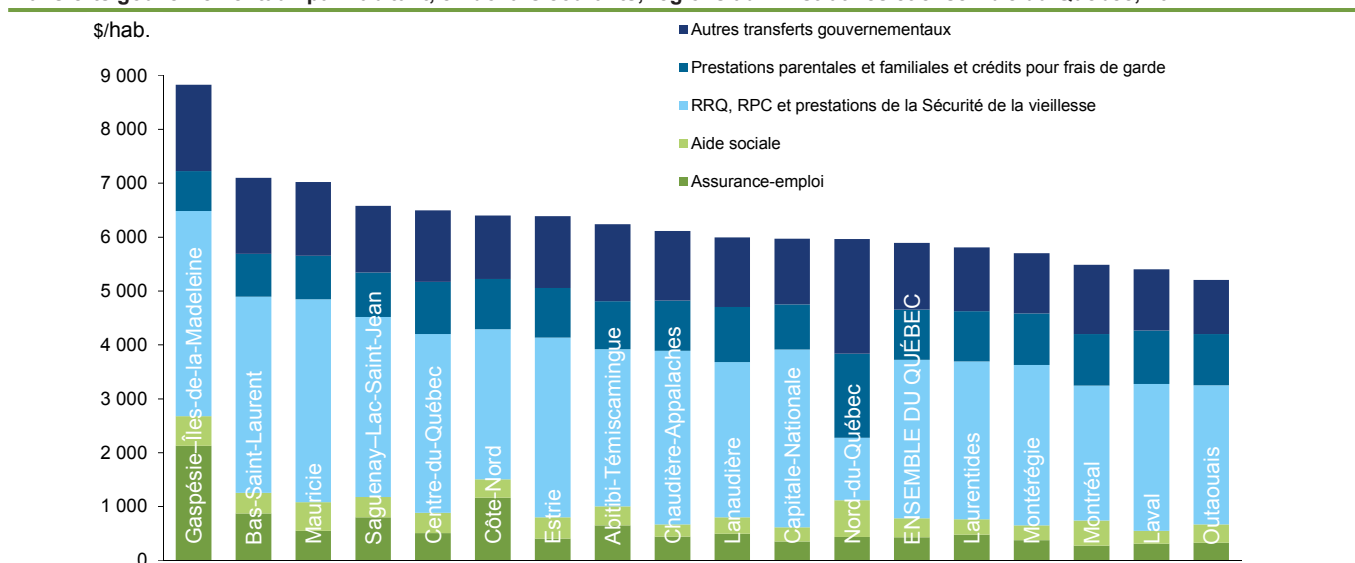
la Sécurité de la vieillesse et de la RRQ sont particulièrement importantes en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, étant donné que la population y est relativement âgée.

Après les résidents de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, ce sont ceux de la Mauricie et du Bas-Saint-Laurent qui reçoivent, en moyenne, le plus en transferts des administrations publiques, soit plus de 7 000 \$ par habitant.

En revanche, les régions de l'Outaouais (5 205 \$) et de Laval (5 398 \$) sont celles qui reçoivent le moins en transferts gouvernementaux. Les résidents de ces régions ont moins recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale que ceux du reste du Québec, étant donné qu'ils sont proportionnellement plus nombreux à travailler. Ayant une population relativement plus jeune, l'Outaouais et Laval reçoivent également moins en prestations de la Sécurité de la vieillesse, de la RRQ et du RPC.

Figure 5

Transferts gouvernementaux par habitant, en dollars courants, régions administratives et ensemble du Québec, 2014



Sources : voir le tableau 6.

Le Haut-Saint-Laurent (21 385 \$), le Témiscouata (21 508 \$) et La Tuque (21 539 \$). Au total, 77 territoires supralocaux présentent un revenu disponible inférieur à celui de l'ensemble Québec.

Régions métropolitaines de recensement

Des six régions métropolitaines de recensement que compte le Québec, Montréal (+ 1,9 %) est la seule à enregistrer un taux croissant du revenu disponible, en dollars courants, supérieur à celui observé au Québec (tableau 7). L'enrichissement des résidents de cette RMR s'explique essentiellement par le redressement du revenu net de la propriété et par la hausse de la rémunération des salariés.

La croissance a toutefois été plus modérée dans les RMR de Québec (+ 1,2 %), de Trois-Rivières (+ 1,1 %) et de Sherbrooke (+ 0,6 %), tandis qu'elle a été nulle au Saguenay. Quant à la région métropolitaine de Gatineau, elle subit une baisse de 1,3 % en 2014, et ce, après avoir connu une hausse marquée de 4,5 % en 2013. Le repli dans cette RMR est attribuable à la diminution de la rémunération des salariés, principale composante du revenu disponible.

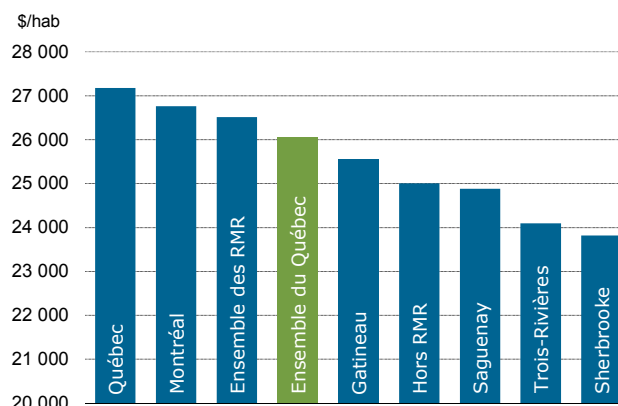
Pour une sixième année consécutive, Québec affiche le revenu disponible par habitant le plus élevé des six RMR, celui-ci s'établissant 27 179 \$. Elle est, immédiatement suivie par Montréal (26 758 \$), seule autre région à présenter un revenu disponible supérieur à celui observé au Québec. Viennent ensuite les RMR de Gatineau (25 547 \$), de Saguenay (24 879 \$), de Trois-Rivières (24 093 \$) et de Sherbrooke (23 813 \$). Notons que c'est la deuxième fois seulement depuis 1996 que Gatineau présente un revenu disponible inférieur à la moyenne québécoise.

D'ailleurs, les résidents de Gatineau sont ceux qui reçoivent le moins, en moyenne, en transferts gouvernementaux. Ils ont reçu 4 852 \$ en prestations sociales et crédits d'impôt remboursables, soit 1 038 \$ de moins que la moyenne québécoise. En revanche, les RMR de Trois-Rivières et de Saguenay sont celles qui reçoivent le plus en transferts des différents paliers de gouvernement, soit plus de 6 350 \$

par habitant. Les principaux transferts versés aux ménages dans ces deux RMR sont les prestations de la RRQ et de la Sécurité de la vieillesse.

Enfin, signalons que le revenu disponible par habitant des régions métropolitaines demeure largement au-dessus de celui des zones non métropolitaines. Il s'élève en 2014 à 26 511 \$ dans l'ensemble des RMR du Québec, comparativement à 25 003 \$ dans les territoires non métropolitains, soit une différence de 1 508 \$. Toutefois, les disparités de revenu tendent à s'amenuiser légèrement entre les régions métropolitaines et non métropolitaines au cours des dernières années. À preuve, le revenu disponible par habitant des zones non métropolitaines est passé de 92,2 % de la moyenne pondérée des RMR en 2011 à 94,3 % en 2014.

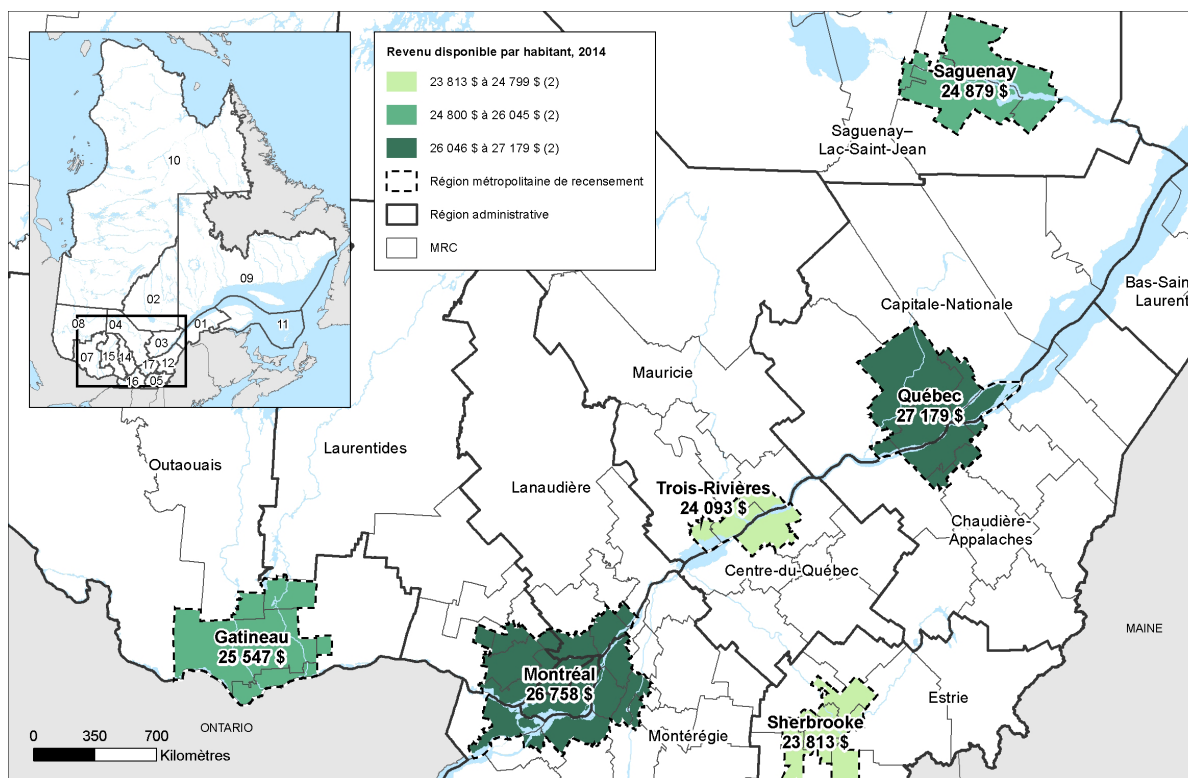
Figure 6
Revenu disponible par habitant, en dollars courants, RMR et ensemble du Québec, 2014



Sources : voir le tableau 7.

Carte 1

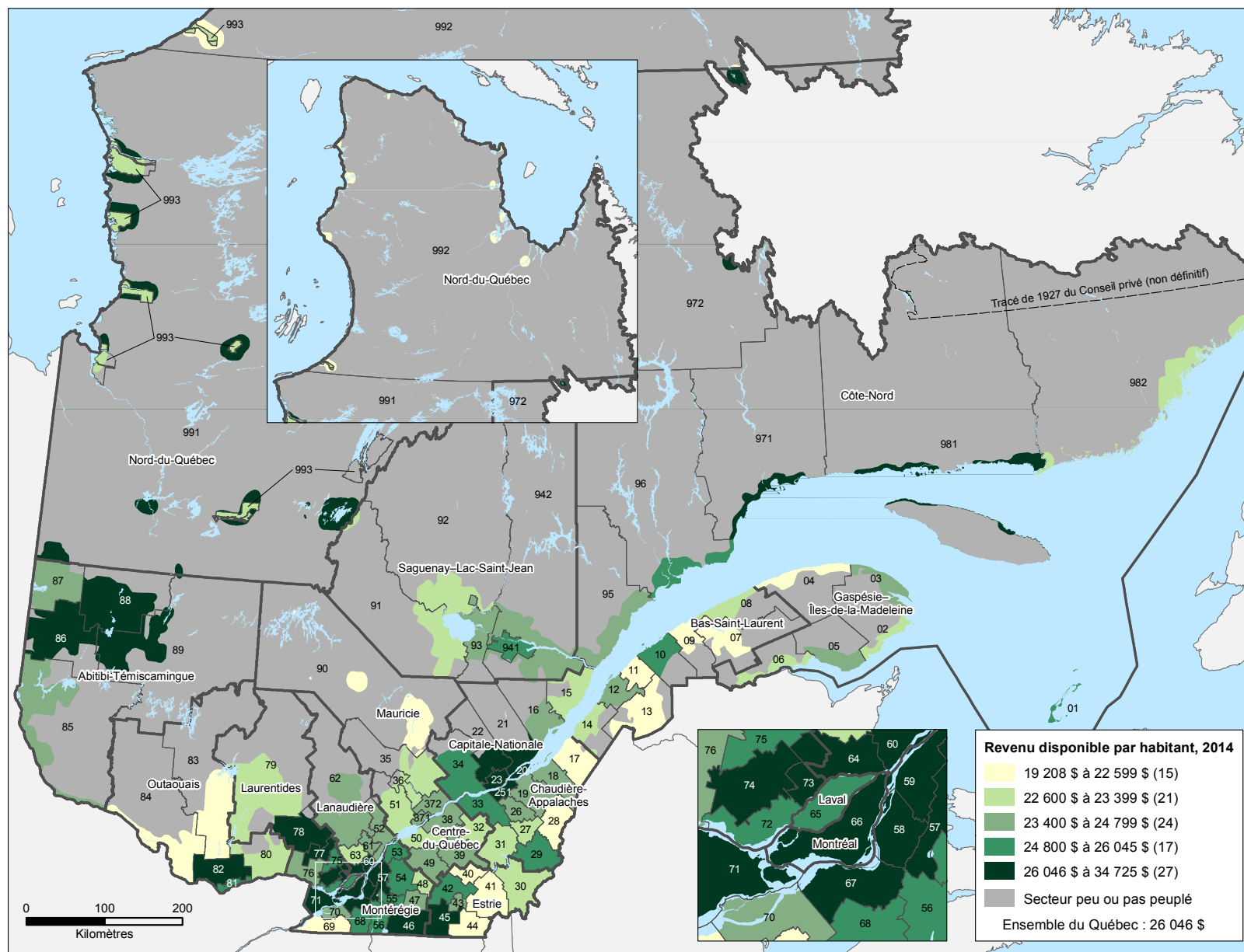
Revenu disponible par habitant, en dollars courants, RMR du Québec, 2014



Sources : Données sur le revenu : voir tableau 7; données des limites géographiques : ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles et Statistique Canada.

Carte 2

Revenu disponible par habitant en dollars courants, selon les limites de l'écoumène, MRC du Québec, 2014



Sources :

Données sur le revenu : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs, Régie des rentes du Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec et Statistique Canada.

Hydrographie et limites administratives : Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Écoumène de la population : Statistique Canada, écoumène 2011, modifié par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4

Composantes du revenu disponible par habitant, en dollars courants, ensemble du Québec, 2010-2014

	2010 ^r	2011 ^r	2012 ^r	2013 ^r	2014 ^p
	\$ / hab.				
Rémunération des salariés	22 071	23 026	23 842	24 421	24 790
Revenu mixte net	3 379	3 453	3 480	3 503	3 513
Revenu agricole net	99	83	88	72	71
Revenu non agricole net	1 802	1 821	1 795	1 769	1 743
Revenu de location	1 479	1 549	1 597	1 662	1 698
Revenu net de la propriété	2 851	3 023	3 126	2 968	3 234
Égal :					
Revenu primaire	28 301	29 503	30 448	30 892	31 537
Plus :					
Transferts courants reçus	7 151	7 359	7 707	8 031	8 235
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	104	104	107	105	107
Des sociétés financières	1 705	1 823	1 955	2 069	2 175
Des administrations publiques	5 281	5 371	5 585	5 795	5 890
Administration fédérale	2 427	2 443	2 508	2 562	2 600
Allocations familiales et prestations fiscales pour enfants	292	289	289	290	287
Prestation universelle pour la garde d'enfants	75	77	78	78	77
Prestations d'assurance-emploi	495	444	432	423	430
Prestations de la sécurité de la vieillesse	1 217	1 273	1 339	1 383	1 428
Transferts divers et autres	347	361	371	388	377
Administration provinciale	1 566	1 599	1 673	1 781	1 776
Indemnités des accidentés du travail	195	198	216	192	204
Prestations d'assurance parentale	213	215	221	228	229
Soutien aux enfants	268	266	268	271	268
Aide sociale	350	352	348	351	351
Transferts divers	539	567	620	739	723
Administrations autochtones	3	3	6	6	5
Régime de rentes du Québec et Régime de pensions du Canada	1 285	1 326	1 397	1 447	1 509
Des non-résidents	61	60	60	62	63
Moins :					
Transferts courants payés	11 715	12 468	12 999	13 256	13 726
Aux institutions sans but lucratif au service des ménages	372	377	386	373	377
Aux sociétés financières	3 146	3 532	3 689	3 720	3 944
Aux administrations publiques	8 067	8 428	8 791	9 021	9 259
Impôts directs des particuliers	5 234	5 579	5 794	5 928	6 082
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	2 348	2 347	2 488	2 556	2 628
Autres transferts courants aux administrations publiques	485	503	509	537	548
Aux non-résidents	130	131	133	142	146
Égal :					
Revenu disponible	23 738	24 393	25 156	25 666	26 046

Sources : Institut de la statistique du Québec.

Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.

Tableau 5

Revenu disponible par habitant, en dollars courants, provinces, territoires et Canada, 2004-2014

	2004 ^r	2005 ^r	2006 ^r	2007 ^r	2008 ^r	2009 ^r	2010 ^r	2011 ^r	2012 ^r	2013 ^r	2014 ^p
	\$ / hab.										
Canada	21 626	22 237	23 641	24 696	25 816	26 192	27 177	27 894	28 685	29 706	30 270
Terre-Neuve-et-Labrador	17 443	17 940	19 593	21 423	23 114	24 601	25 676	27 272	29 013	30 660	31 915
Île-du-Prince-Édouard	17 947	18 484	19 686	20 672	21 771	22 801	23 984	24 202	25 017	25 811	26 368
Nouvelle-Écosse	18 785	19 454	20 487	21 322	22 502	23 343	24 425	24 969	25 704	26 947	27 482
Nouveau-Brunswick	18 256	18 723	19 840	21 057	22 378	23 136	24 385	25 084	25 901	26 708	26 912
Québec	19 663	20 011	20 941	21 755	22 882	23 155	23 738	24 393	25 156	25 666	26 046
Ontario	22 655	23 021	24 214	25 162	25 977	26 745	27 795	28 218	28 478	29 222	29 687
Manitoba	19 042	19 403	20 489	21 752	22 938	23 611	24 453	25 194	26 202	27 132	27 478
Saskatchewan	19 329	19 770	21 157	23 401	26 885	26 454	27 596	29 379	30 386	32 580	32 249
Alberta	25 755	27 699	30 390	31 293	32 947	32 133	33 623	35 047	37 226	39 044	40 495
Colombie-Britannique	21 877	22 663	24 580	25 935	26 713	26 835	27 803	28 546	29 439	30 985	31 460
Yukon	26 483	27 712	29 190	32 190	33 426	33 855	36 131	37 427	38 133	38 898	39 443
Territoires du Nord-Ouest	28 103	29 170	30 432	34 721	35 502	35 412	36 947	36 942	37 046	39 696	39 654
Nunavut	22 139	22 150	23 919	22 774	26 997	25 736	27 164	27 869	28 967	29 067	29 765

Sources : Institut de la statistique du Québec.

Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.

Tableau 6

Revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives, MRC¹ et ensemble du Québec, 2013-2014

Code	MRC par région administrative	2013 ^r \$/hab.	2014 ^p	Var. %	Code	MRC par région administrative	2013 ^r \$/hab.	2014 ^p	Var. %
Ensemble du Québec					10 Nord-du-Québec				
		25 666	26 046	1,5			23 194	23 628	1,9
01 Bas-Saint-Laurent		23 172	23 317	0,6	991	Jamésie	28 554	28 551	-0,0
07 La Matapédia		21 204	21 559	1,7	992	Administration régionale Kativik	18 740	19 208	2,5
08 La Matanie		22 712	22 843	0,6	993	Eeyou Istchee ²	22 019	22 885	3,9
09 La Mitis		21 645	22 022	1,7	11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine				
10 Rimouski-Neigette		24 990	24 938	-0,2	01	Les Îles-de-la-Madeleine	24 864	25 366	2,0
11 Les Basques		21 882	22 284	1,8	02	Le Rocher-Percé	22 511	22 810	1,3
12 Rivière-du-Loup		24 223	24 233	0,0	03	La Côte-de-Gaspé	23 983	24 157	0,7
13 Témiscouata		21 174	21 508	1,6	04	La Haute-Gaspésie	20 282	20 611	1,6
14 Kamouraska		22 607	22 736	0,6	05	Bonaventure	23 556	23 656	0,4
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean					06	Avignon	22 570	22 974	1,8
91 Le Domaine-du-Roy		22 985	23 359	1,6	12 Chaudière-Appalaches				
92 Maria-Chapdelaine		22 449	22 933	2,2	17	L'Islet	21 660	22 211	2,5
93 Lac-Saint-Jean-Est		24 112	24 326	0,9	18	Montmagny	23 121	23 483	1,6
941 Saguenay		25 082	25 080	-0,0	19	Bellechasse	24 641	24 699	0,2
942 Le Fjord-du-Saguenay		24 430	24 294	-0,6	251	Lévis	27 240	27 577	1,2
03 Capitale-Nationale					26	La Nouvelle-Beauce	24 420	24 659	1,0
15 Charlevoix-Est		23 379	23 359	-0,1	27	Robert-Cliche	22 576	23 019	2,0
16 Charlevoix		23 979	23 931	-0,2	28	Les Etchemins	21 887	22 343	2,1
20 L'Île-d'Orléans		31 352	31 465	0,4	29	Beauce-Sartigan	23 916	25 287	5,7
21 La Côte-de-Beaupré		29 121	29 808	2,4	31	Les Appalaches	22 592	22 819	1,0
22 La Jacques-Cartier		30 937	31 349	1,3	33	Lotbinière	24 426	24 820	1,6
23 Québec		26 732	27 087	1,3	13 Laval				
34 Portneuf		25 256	25 608	1,4			25 724	25 952	0,9
04 Mauricie					14 Lanaudière				
35 Mékinac		22 290	22 711	1,9	52	D'Autray	23 588	24 058	2,0
36 Shawinigan		22 556	22 622	0,3	60	L'Assomption	26 969	27 189	0,8
371 Trois-Rivières		24 094	24 357	1,1	61	Joliette	23 974	24 094	0,5
372 Les Chenaux		23 240	23 543	1,3	62	Matawinie	23 412	23 974	2,4
51 Maskinongé		22 872	23 000	0,6	63	Montcalm	22 314	22 855	2,4
90 La Tuque		21 195	21 539	1,6	64	Les Moulins	26 018	26 267	1,0
05 Estrie					15 Laurentides				
30 Le Granit		22 048	22 753	3,2	72	Deux-Montagnes	25 223	25 558	1,3
40 Les Sources		21 307	21 772	2,2	73	Thérèse-De Blainville	28 996	29 508	1,8
41 Le Haut-Saint-François		21 448	21 644	0,9	74	Mirabel	26 131	26 762	2,4
42 Le Val-Saint-François		24 640	25 178	2,2	75	La Rivière-du-Nord	24 673	24 867	0,8
43 Sherbrooke		23 541	23 529	-0,1	76	Argenteuil	23 052	23 545	2,1
44 Coaticook		22 069	22 296	1,0	77	Les Pays-d'en-Haut	31 490	31 727	0,8
45 Memphrémagog		29 558	30 595	3,5	78	Les Laurentides	25 961	26 224	1,0
06 Montréal					79	Antoine-Labelle	22 491	23 070	2,6
		25 863	26 481	2,4	16 Montérégie				
07 Outaouais					46	Brome-Missisquoi	27 592	28 369	2,8
80 Papineau		23 142	23 331	0,8	47	La Haute-Yamaska	24 445	24 725	1,1
81 Gatineau		25 417	25 103	-1,2	48	Acton	22 275	22 828	2,5
82 Les Collines-de-l'Outaouais		28 922	28 892	-0,1	53	Pierre-De Saurel	24 885	24 905	0,1
83 La Vallée-de-la-Gatineau		21 569	22 217	3,0	54	Les Maskoutains	24 768	25 166	1,6
84 Pontiac		21 110	21 740	3,0	55	Rouville	25 464	25 625	0,6
08 Abitibi-Témiscamingue					56	Le Haut-Richelieu	25 378	25 585	0,8
85 Témiscamingue		23 747	23 740	-0,0	57	La Vallée-du-Richelieu	30 085	30 670	1,9
86 Rouyn-Noranda		27 577	27 605	0,1	58	Longueuil	28 041	28 506	1,7
87 Abitibi-Ouest		24 192	24 098	-0,4	59	Marguerite-D'Youville	28 397	28 886	1,7
88 Abitibi		26 767	26 804	0,1	67	Roussillon	25 992	26 613	2,4
89 La Vallée-de-l'Or		27 085	27 277	0,7	68	Les Jardins-de-Napierville	25 153	25 306	0,6
09 Côte-Nord					69	Le Haut-Saint-Laurent	20 866	21 385	2,5
95 La Haute-Côte-Nord		23 147	23 509	1,6	70	Beauharnois-Salaberry	24 434	24 621	0,8
96 Manicouagan		25 810	25 031	-3,0	71	Vaudreuil-Soulanges	27 880	28 518	2,3
971 Sept-Rivières		28 609	29 052	1,5	17 Centre-du-Québec				
972 Caniapiscau		34 757	34 725	-0,1	32	L'Érable	22 070	22 747	3,1
981 Minganie		28 534	28 248	-1,0	38	Bécancour	24 010	24 177	0,7
982 Le Golfe-du-Saint-Laurent		22 264	22 852	2,6	39	Arthabaska	23 933	23 833	-0,4
					49	Drummond	23 390	23 605	0,9
					50	Nicolet-Yamaska	23 260	23 355	0,4

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2014. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés amérindiennes et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE.

2. Nouveau toponyme officiel à venir.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Régie des rentes du Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec et Statistique Canada.

Tableau 7

Revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2013-2014

Régions	Revenu disponible			Revenu primaire			Transferts courants reçus			Transferts courants payés		
	2013 ^r	2014 ^p	Var.	2013 ^r	2014 ^p	Var.	2013 ^r	2014 ^p	Var.	2013 ^r	2014 ^p	Var.
	\$/hab.		%	\$/hab.		%	\$/hab.		%	\$/hab.		%
Régions administratives												
01 Bas-Saint-Laurent	23 172	23 317	0,6	24 402	24 747	1,4	9 184	9 392	2,3	10 414	10 822	3,9
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	24 367	24 483	0,5	27 511	27 698	0,7	9 038	9 285	2,7	12 182	12 499	2,6
03 Capitale-Nationale	26 861	27 219	1,3	32 772	33 289	1,6	8 816	9 133	3,6	14 727	15 203	3,2
04 Mauricie	23 328	23 555	1,0	24 525	24 929	1,7	9 572	9 786	2,2	10 769	11 160	3,6
05 Estrie	24 135	24 443	1,3	26 922	27 466	2,0	8 567	8 754	2,2	11 355	11 777	3,7
06 Montréal	25 863	26 481	2,4	31 945	33 053	3,5	7 552	7 615	0,8	13 634	14 187	4,1
07 Outaouais	25 354	25 202	−0,6	32 275	32 048	−0,7	7 633	7 873	3,1	14 554	14 718	1,1
08 Abitibi-Témiscamingue	26 388	26 451	0,2	32 111	32 343	0,7	7 870	8 104	3,0	13 593	13 996	3,0
09 Côte-Nord	26 956	26 917	−0,1	33 041	33 044	0,0	8 239	8 604	4,4	14 324	14 731	2,8
10 Nord-du-Québec	23 194	23 628	1,9	24 622	25 043	1,7	6 600	6 778	2,7	8 027	8 193	2,1
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	23 039	23 324	1,2	21 595	22 071	2,2	10 679	10 860	1,7	9 235	9 608	4,0
12 Chaudière-Appalaches	24 766	25 218	1,8	29 132	29 831	2,4	8 044	8 293	3,1	12 410	12 905	4,0
13 Laval	25 724	25 952	0,9	32 191	32 691	1,6	7 368	7 524	2,1	13 835	14 262	3,1
14 Lanaudière	25 117	25 420	1,2	29 731	30 248	1,7	7 882	8 132	3,2	12 496	12 959	3,7
15 Laurentides	26 423	26 809	1,5	31 902	32 489	1,8	7 860	8 127	3,4	13 338	13 807	3,5
16 Montérégie	26 792	27 246	1,7	33 186	33 875	2,1	7 796	8 084	3,7	14 189	14 713	3,7
17 Centre-du-Québec	23 462	23 614	0,6	25 697	26 067	1,4	8 237	8 390	1,9	10 472	10 843	3,5
Régions métropolitaines de recensement¹												
408 Saguenay	24 883	24 879	−0,0	29 113	29 124	0,0	9 094	9 410	3,5	13 324	13 655	2,5
421 Québec	26 854	27 179	1,2	33 938	34 439	1,5	8 536	8 870	3,9	15 621	16 130	3,3
433 Sherbrooke	23 673	23 813	0,6	28 412	28 799	1,4	8 399	8 581	2,2	13 138	13 567	3,3
442 Trois-Rivières	23 835	24 093	1,1	26 756	27 246	1,8	9 305	9 517	2,3	12 225	12 669	3,6
462 Montréal	26 248	26 758	1,9	33 233	34 118	2,7	7 449	7 618	2,3	14 433	14 978	3,8
505 Gatineau ²	25 888	25 547	−1,3	34 287	33 782	−1,5	7 339	7 584	3,3	15 739	15 818	0,5
Ensemble du Québec	25 666	26 046	1,5	30 892	31 537	2,1	8 031	8 235	2,5	13 256	13 726	3,5

1. Selon le découpage géographique des RMR au 31 décembre 2011.

2. Partie québécoise de la RMR d'Ottawa-Gatineau.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Régie des rentes du Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec et Statistique Canada.

Abréviations et signes conventionnels : \$ En dollars G En milliards M En millions p Donnée provisoire r Donnée révisée Var. Variation hab. Habitant	Cette publication a été réalisée par : Stéphane Ladouceur Sous la direction de : Pierre Cauchon Avec l'assistance technique de : Sophie Desfossés Virginie Lachance Danny Sanfaçon	Dépôt légal Bibliothèque et Archives Canada Bibliothèque et Archives nationales du Québec 1 ^{er} trimestre 2016 ISSN 2291-0867 (en ligne)
	Cartographie : Maxime Keith Révision linguistique : Esther Frève Pour plus de renseignements : Stéphane Ladouceur Direction des statistiques sectorielles et du développement durable Institut de la statistique du Québec 200, chemin Sainte-Foy, 3 ^e étage Québec (Québec) G1R 5T4 Téléphone : (418) 691-2411, poste 3084 Courriel : stephane.ladouceur@stat.gouv.qc.ca	© Gouvernement du Québec Institut de la statistique du Québec Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouver- nement du Québec. www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm 